

Les sionistes sont toujours à l'œuvre, défendre la Palestine est indissociable du combat anticolonialiste

Des nouvelles des exactions des sionistes en Palestine

Dans toute la Palestine, massacres, exécutions, destructions et brimades se poursuivent, malgré la trêve à Gaza. Les Palestiniens subissent, mais résistent.

Mauvais traitements, tortures et refus de soins : 3 Palestiniens tués dans les prisons israéliennes en quatre jours

Le 3 mars 2025, les autorités carcérales israéliennes ont annoncé la mort de Khaled Abdullah. Ce Palestinien de 41 ans, originaire du camp de réfugiés de Jénine est mort une semaine plus tôt après 15 mois d'enfermement. Il ne souffrait d'aucune pathologie avant d'être arrêté. Marié et père de quatre enfants, Khaled Abdullah était emprisonné sous le régime de la détention administrative, sans charges ni procès. Ses frères, Shadi et Lyad, sont toujours enfermés sous ce statut.

Quelques jours avant cette annonce, deux Palestiniens originaires de Gaza ont aussi été tués dans les geôles israéliennes. Il s'agit de Musab Hani Haniyah (35 ans) et Rafat Adnan Abdel Aziz Abu Fanouna (34 ans). Musab Haniyah est mort après 12 mois de captivité. Ce père de famille, habitant de la ville de Gaza ne souffrait d'aucune pathologie lorsque l'armée d'occupation l'a enfermé. Les autorités sionistes refusent de rendre son corps. Haniyah avait été enlevé le 3 mars 2024, il venait du camp de réfugiés Al-Shati, dans le nord de la Bande de Gaza et ne souffrait d'aucune maladie avant d'être enfermé.

Ararat et Az-Zarnuq, l'armée israélienne démolit une école et des maisons dans le Néguev/Naqab

Le mardi 4 mars, l'armée d'occupation a procédé à un grand nombre de démolitions dans deux communautés bédouines du Néguev/ Naqab, ces attaques contre des Palestiniens citoyens de l'État d'Israël se sont déroulées dans les villages d'Ararat An-Naqab et Az-Zarnuq, deux villages bédouins situés dans le Néguev/ Naqab, que l'entité sioniste considère comme illégaux, situés à quelques kilomètres l'un de l'autre.

A Arara, les bulldozers ont rasé l'un des bâtiments de l'école secondaire d'Ararat An-Naqab. Dans les heures qui ont suivi, les bulldozers israéliens se sont rendus à Zarnuq, à peine quelques kilomètres au nord-est d'Ararat, afin d'y raser la maison de Wissam Abou Qweider, l'une des figures de la résistance populaire et non-violente de sa communauté. La maison abritait toute une famille où habitaient cinq adultes et cinq enfants.

Cette pratique est assez courante en Cisjordanie occupée où l'armée israélienne a [démoli 4 écoles au cours des trois dernières années](#) et où plus de 50 centres scolaires sont encore menacés de démolition. C'est en revanche beaucoup plus rare que les autorités israéliennes ordonnent la démolition de centres éducatifs dans le Néguev/Naqab, des écoles utilisées par leurs propres citoyens à l'intérieur de ses « frontières » officielles. Mais, dans le Néguev/Naqab, plus de la moitié des 160.000 Bédouins vivent dans les 37 villages non reconnus par l'État colonisateur sioniste, dans des conditions indignes. L'objectif des sionistes est de leur rendre la vie la plus difficile possible afin que les communautés bédouines acceptent la politique de déplacement forcé.

Les femmes palestiniennes subissent une violence coloniale sans précédent

La situation des femmes palestiniennes s'est aggravée depuis le début du génocide israélien à Gaza en octobre 2023. Selon le ministère de la santé de Gaza, plus de 2.000 femmes ont perdu un membre à la suite d'une

amputation et 13.901 sont devenues veuves.

En outre, 17.000 mères ont perdu leur enfant et 50.000 femmes enceintes ont subi la perte tragique de leur fœtus. Plus de 162 femmes ont contracté des maladies contagieuses et des dizaines de femmes ont été torturées dans les centres de détention israéliens.

Salama Maarouf, chef du bureau des médias du gouvernement de Gaza, a souligné samedi que le siège, qui a empêché l'aide humanitaire, a exacerbé les souffrances des femmes de Gaza, les poussant à la faim et à la déshydratation.

En mars 2025, au moins 12.316 femmes palestiniennes avaient été tuées à cause de l'assaut en cours.

Les femmes palestiniennes détenues sont confrontées à de nombreuses violations, notamment la torture, la famine, les agressions sexuelles, la négligence médicale et les abus psychologiques dès le moment de leur arrestation.

Le rapport souligne que la détention des femmes est une pratique continue et que les crimes à leur encontre se sont intensifiés depuis octobre 2023.

Au total, 490 femmes ont été détenues depuis le début du génocide, dont des mineures, des femmes enceintes, des mères et des enseignantes. Parmi elles, deux femmes sont détenues depuis avant le 7 octobre 2023, Israël refusant de les inclure dans tout accord d'échange de prisonniers.

Les femmes journalistes de Gaza ont également été prises pour cible par les forces d'occupation. Selon le bureau des *medi* du gouvernement de Gaza, 24 femmes journalistes ont été tuées par les forces israéliennes depuis le début de la guerre.

Plus que jamais la solidarité, contre les dangers multiples

Le peuple palestinien est toujours sous le joug, de nouvelles menaces le guettent, les mesures inhumaines des sionistes se poursuivent ou s'aggravent et le monde des *media* et des politiciens reste silencieux, à quelques exceptions près.

Israël interrompt l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza pour modifier l'accord de cessez-le-feu

Le bureau du premier ministre, Benjamin Netanyahu, a déclaré dimanche qu'il imposait un blocus à Gaza parce que le Hamas n'acceptait pas un plan qui, selon lui, avait été présenté par l'envoyé spécial américain, Steve Witkoff, pour prolonger la première phase du cessez-le-feu et continuer à libérer les otages, et reporter la deuxième phase, qui prévoyait un retrait israélien de la bande de Gaza.

En réalité, la première phase du cessez-le-feu prévoyait principalement la libération d'otages israéliens en échange de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, une augmentation des livraisons d'aide et un retrait des troupes israéliennes de certaines positions. La deuxième phase exige un retrait complet d'Israël et une cessation plus durable des hostilités. C'est ce retrait total que l'entité sioniste ne veut pas réaliser. Elle accuse la Résistance palestinienne de ne pas respecter l'accord, alors que c'est elle qui le viole. Tout cela montre clairement que les sionistes cherchent à désavouer l'accord qu'ils avaient signé précédemment.

Des analystes politiques israéliens ont suggéré que M. Netanyahu avait accepté le cessez-le-feu sous la pression de Donald Trump, persuadé que l'accord n'aboutirait jamais à une deuxième phase. Depuis le début du cessez-le-feu, il a empêché les négociateurs israéliens de discuter d'une deuxième phase. M. Witkoff a toutefois insisté sur le fait qu'une deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu devait être mise en œuvre, afin de garantir la libération des 59 otages restants, dont 25 seulement seraient encore en vie. La plupart des Israéliens souhaitent également que le gouvernement fasse de la libération des otages une priorité, mais cette position n'est toujours pas celle du gouvernement sioniste.

Évidemment, le risque humanitaire est grand, surtout que des drones sionistes ont partiellement mis le feu à un entrepôt de nourriture à Gaza ouest et que ce genre d'événement pourrait se renouveler. La coupure d'électricité, annoncée par les sionistes, ne change pas grand-chose, ils ne l'avaient rétablie que partiellement et la plupart des structures de Gaza, notamment les hôpitaux, ont fonctionné pendant les 15 mois d'enfer du génocide avec des groupes électrogènes.

Comme à son habitude, l'Union européenne a recraché le discours de la propagande sioniste, elle a condamné ce qu'elle a appelé le refus du Hamas d'accepter l'extension de la première phase, et a ajouté que le blocage de l'aide par Israël « *risquait d'avoir des conséquences humanitaires* ». Pas possible !

Le plan égyptien pour désarmer la Résistance à Gaza

L'Égypte a proposé mardi un plan de 53 milliards de dollars pour la reconstruction de la bande de Gaza sur cinq ans. Le plan égyptien est censé rejeter le déplacement des Palestiniens et chercher à redévelopper l'enclave sans la dépeupler. En réalité, c'est une manœuvre pour :

- remettre sur le tapis la soi-disant « solution à deux États » ;
- tenter (ce sera difficile) de relégitimer et remettre en selle l'Autorité palestinienne dont plus personne ne veut en Palestine ;
- désarmer la Résistance palestinienne ;
- prendre le contrôle de la Bande de Gaza.

En effet, le plan prévoit que l'Autorité palestinienne superviserait la gestion de la reconstruction par l'intermédiaire d'un « comité d'administration de Gaza », composé de technocrates et de « membres non partisans » pendant les six premiers mois. Il s'agirait bien de faciliter le retour complet de l'Autorité palestinienne à Gaza, selon le plan. Par ailleurs, la sécurité de l'enclave serait assurée par l'Égypte et la Jordanie, qui formeraient les forces de police palestiniennes en vue de leur déploiement à Gaza.

Le plan propose ensuite que le Conseil de sécurité des Nations unies envisage l'idée d'une « présence internationale » en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occupées, donc le déploiement de forces internationales de protection ou de maintien de la paix, autant dire de forces de répression des Palestiniens.

Pour les organisations palestiniennes armées, le plan qualifie leur existence de "défi majeur" et souligne que leur présence ne sera résolue de manière permanente que si les causes profondes de la résistance armée sont traitées dans le cadre d'un processus politique qui respecte les droits des Palestiniens. Un *blablabla* dans un plan qui implique le désarmement des Résistants palestiniens. Plusieurs organisations de Résistance de Gaza ont fait savoir qu'elles ne rendraient pas les armes.

Comment oublier ou détourner le problème

Les femmes palestiniennes, dont nous avons décrit le sort plus haut, auraient dû être mises en avant lors de la journée internationale pour les droits des femmes, le 8 mars. Ce fut le cas dans certains pays où la solidarité est active et implique les syndicats, comme dans le Royaume Uni, mais pas en France.

Une manifestation liant les droits des femmes et ceux des Palestiniens a bien eu lieu à Paris, malgré une tentative d'interdiction du préfet Nuñez, retoquée par la justice administrative, mais elle s'est déroulée la veille, dans la soirée du 7 mars, en-dehors de la manifestation officielle du 8 mars. Celle-ci fut, comme à l'habitude, une manifestation profondément petite-bourgeoise dans laquelle ni la lutte des classes ni la solidarité avec la Résistance palestinienne n'avaient de place.

Cet exemple montre que, peu à peu, même ceux qui font profession de défendre Gaza sous génocide se gardent bien de mettre en avant le combat anticolonialiste. Ainsi, le sociologue et anthropologue Didier Fassin, régulièrement crédité de défenseur des droits des Gazaouis, de pourfendeur du massacre a été interviewé il y a 3 semaines à propos de son livre sur « consentement à l'écrasement de Gaza ». Deux choses frappent dès le début de cette interview., même si on peut avoir de la sympathie,

Premièrement, Didier Fassin récuse le terme de Propalestinien, pour deux raisons. D'abord, il explique que « *Pour beaucoup d'entre nous [...], il s'agit moins de porter une cause, même si on peut avoir de la sympathie, que de la défense du droit international, des droits humains, du respect des populations, quelles qu'elles soient.* ». Il revendique parfaitement ne pas combattre pour une cause spécifique, mais pour un projet général : défendre le droit. Ensuite il poursuit : « *Vue la dégradation de l'image publique des Palestiniens [...], vus le racisme anti-arabe, anti musulman et l'association entre Palestiniens et terrorisme qui est proclamée [...] qualifier de propalestinien est une façon de disqualifier ceux qui défendent des principes beaucoup plus généraux.* ». C'est à rapprocher de ces gens de « gauche » qui partagent les torts, qui condamnent le génocide, y compris en le désignant comme tel, mais reprennent le discours de la propagande sioniste sur le 7 octobre. C'est un hymne à un droit mythique, qui ne devrait rien au rapport de force, aux affrontements impérialistes que nous connaissons depuis des décennies, au fonctionnement du système capitaliste. Le droit international, c'est le droit de l'impérialisme. Les droits humains, l'héritage de ce qu'il est convenu d'appeler les Lumières, de Voltaire l'esclavagiste, c'est la colonisation, c'est le mépris pour des peuples et des États jugés « non démocratiques ». Et, justement ce qui frappe aussi, dans le discours de Didier Fassin, c'est l'absence totale de référence à la colonisation.

Ainsi, plus loin, il est interrogé sur ce qui fait la spécificité de Gaza, par rapport à d'autres théâtres de guerre actuel. On s'attend à ce qu'il évoque la question coloniale. Point du tout ! La singularité de Gaza, c'est : « *le niveau d'anéantissement et surtout le niveau de consentement de la plupart des gouvernements occidentaux, d'une partie des intellectuels, du niveau d'adhésion ou de soumission des media [...], contrairement au soutien sans faille à ceux qui sont attaqués en Ukraine.* ». Non pas que ces choses ne soient pas réelles, mais elles ne sont que des conséquences. D'ailleurs les gouvernements occidentaux ne consentent pas, ils sont, pour certains, co-acteurs de la colonisation. Le sociologue refuse d'analyser les choses en termes d'intérêts des capitalistes et ne fait pas référence à la colonisation, ne dénonce pas le rôle historique du sionisme. Avec toute sa bonne volonté, il

passé à côté du sens profond de ce qui se passe en Palestine et n'a pas les outils pour le comprendre. Nous l'avons maintes fois écrit, ce qui différencie la guerre en Ukraine de la guerre en Palestine tient à la nature même du système capitaliste, la première est une guerre impérialiste, la seconde est une guerre de colonisation et de libération nationale.

En Conclusion

La solidarité avec la Palestine ne peut se contenter de phrases générales sur la paix, ni de la défense du soi-disant droit international. Les peuples et les travailleurs qui se mobilisent pour défendre la cause palestinienne se moquent comme d'une guigne du droit international. Ils dénoncent non pas le consentement, mais la complicité des impérialistes occidentaux et de ceux qui répètent leur propagande.

L'important, c'est bien cette solidarité active des travailleurs du monde, qui n'hésitent pas à se dire propalestiniens. Comme est importante, bien sûr, la Résistance héroïque du peuple palestinien.

Donc, le Parti Révolutionnaire Communistes continue d'exiger le retrait total des forces d'occupation et de colonisation de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem. Mais pas seulement. Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État palestinien indépendant. L'existence d'un État colonial empêche une telle paix. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme et continuent de se trouver objectivement et activement dans le camp des colonisateurs.

Il faut un État où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique. De même, la lutte de libération nationale du peuple palestinien n'a pas besoin de compassion, mais d'un réel soutien politique et d'actions de solidarité internationaliste. Et pour la France, où les Révolutionnaires, comme ailleurs, doivent combattre leurs capitalistes, cela commence par la lutte politique contre le soutien de l'impérialisme français à l'entité coloniale sioniste.

Le Parti Révolutionnaire Communistes, après la trêve et la poursuite du massacre en Cisjordanie, soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.